



Nuihau LAUREY

Séance du 14 novembre 2024

A HERE IA PORINETIA

**Question orale**

Monsieur le président,

Le gouvernement a transmis pour avis à la CCBF un projet d'arrêté autorisant l'acquisition aux conjoints PANEK d'un ensemble immobilier à Punaauia, lotissement Te maruata, pour un montant de un milliard F.CFP.

C'est une somme particulièrement importante.

Cette décision est incompréhensible car le pays est déjà le plus grand propriétaire foncier disposant de plusieurs milliers d'hectares non valorisés, sans projet de développement cela depuis des décennies.

A la question que j'avais posé en commission de l'économie l'année dernière sur l'utilisation qui sera faite de ce domaine dans le cadre de la préemption ayant été lancée puis abandonnée, il m'avait été répondu de manière évasive que ce domaine ferait l'objet de la réalisation de sentiers de randonnée et de son transfert à l'OPH pour la construction prochaine de logements sociaux.

En réalité il n'y a pas de projet.

Il y a juste une capacité à dépenser avec une facilité déconcertante l'argent issu des impôts payés par tous nos concitoyens.

Cette somme, un milliard F.CFP, représente plus que la dotation budgétaire annuelle de l'ILM, plus que le budget du CESEC, plus que le budget du musée de Tahiti, plus que le budget de la chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire et je pourrais continuer longtemps.

Cette somme représente plus que le budget cumulé de tous ces organismes et établissements réunis.

En une dépense dont la justification est plus qu'évasive, le gouvernement envisage donc de dépenser plus que tous ces budgets réunis.

La question de la dépense publique, de son contrôle, de son pilotage rigoureux n'est pas un débat que l'on peut tenir de temps à autre, parmi d'autres, alors que le taux de rigidité de notre budget, nos dépenses obligatoires rapportées à toutes nos dépenses, atteindra bientôt 60%.

En y ajoutant les dépenses impératives, les subventions d'équilibre, les budgets incompressibles d'établissements essentiels, les budgets sociaux et sanitaires, ce taux atteindrait 80%.

En dépensant sans compter, le gouvernement nous condamne à de nouvelles hausses d'impôts, notre pays, avec 80 impôts et taxes existants étant déjà hyper-fiscalisé.

Cette question de la dépense publique se pose partout, aux Etats-Unis lors de la dernière campagne présidentielle, en Argentine où le nouveau président en a fait son cheval de bataille.

Monsieur le président, au-delà des généralités habituelles et des discours plats, avez-vous la volonté de contrôler les dépenses publiques et si oui comment.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'N' and 'L' with a horizontal line through them, and a large 'A' to the right.

Nuihou LAUREY